

pagne qu'une mauvaise administration. La dernière guerre civile, qui mit le pays au bord de l'abîme et coûta à l'Espagne de nombreux milliers de soldats, est encore dans le souvenir de tous. Peu après la répression de l'insurrection se produisit la suppression de l'esclavage, dont les conséquences ne sont pas encore réparées aujourd'hui.

Comme l'Espagne tire de Cuba des recettes importantes, il est naturel qu'elle retienne cette île de toutes ses forces. En vertu des sympathies que les Américains comptent à Cuba et qui sont en nombre assez considérable, la plupart des Cubains considèrent que leur incorporation aux Etats-Unis est ce qui peut leur arriver de meilleur. Aussi, tropical, est, pendant l'hiver, qui est la saison sèche, très modéré et favorable. Les nuits sont constamment fraîches, de sorte qu'on peut facilement supporter pendant quelques heures la chaleur du jour.

A l'exception du sucre, du rhum et de la fabrication des cigares, il n'y a aucune industrie importante à Cuba et tout doit être importé, même les objets d'alimentation, à l'exception du sucre, de la viande fraîche et des fruits.

Comme tout est frappé de droits de douane souvent très élevés, il s'ensuit que la vie y est très chère. Le droit sur la farine s'élevait, jusqu'à ces dernières années, jusqu'à 100 p. c. de la valeur et était une des causes de la misère de la population. Par suite du nouveau traité de commerce avec les Etats-Unis, ce droit n'est plus qu'un quart de la valeur d'autrefois. Avec ses relations commerciales, Cuba ne vient que bien loin après les Etats-Unis et même après la métropole. Presque toute la production sucrière y va, ainsi qu'une partie importante de la récolte de tabac et les produits minéraux.

Les articles principaux d'importation de l'Union consistent en machines pour l'industrie sucrière, en le sait-on bien aux Etats-Unis, et Thomas Jefferson et John Quincy Adams ont déjà dit, il y a soixante-dix ans, que la possession de Cuba serait très souhaitable pour eux.

Si l'on considère la situation géographique et la richesse naturelle de l'île qui, par ses produits, peut couvrir quelques-uns des besoins généraux des Etats-Unis, on voit que beaucoup de produits du sol et de l'industrie de l'Amérique peuvent être employés à Cuba; il n'est pas une somme, si forte fût-elle, que les Américains ne soient disposés à donner pour acquérir Cuba.

COUPS D'ÉPÉE DANS L'EAU.

Dans le premier article éditorial de son dernier numéro, le *Moniteur du Commerce* part en guerre contre le Pacifique Canadien et, à la page suivante, il attaque son président, M. Van Horne, parce que ce dernier aurait, d'après le *Toronto Saturday Night*, déclaré que le blé atteindrait probablement le prix de \$2.00 le boisseau d'ici à dix-huit mois.

Nous ne savons quelle mouche a piqué le confrère pour déverser le trop plein de ses foudres contre la Compagnie du Pacifique, mais il a mal choisi son temps; et, dans la guerre qu'il semble vouloir lui déclarer, notre confrère ne s'appuie sur rien de sérieux, rien de positif.

Les cancans, les rumeurs sortis, nul ne sait d'où, (le confrère se gardant bien de dire d'où il tire ses racontars), lui servent de prétexte pour tenter de jeter du discrédit sur une de nos institutions non seulement des mieux outillées, des mieux dirigées mais aussi des plus solidement établies.

Qu'on juge du procédé. Nous passons la parole au confrère :

"Qu'est-ce que c'est que la "Compagnie du Chemin de fer canadien du Pacifique;" de quoi se compose-t-elle, quels avantages réels le Canada en général, et la province de Québec en particulier, ont-ils retirés des sacrifices qu'ils se sont imposés pour construire cette longue voie ferrée qui traverse le pays depuis Halifax jusqu'à Vancouver ?

"Ces questions peuvent paraître étranges de prime abord; mais elles ont leur à-propos au moment où l'administration de cette compagnie va peut-être s'adresser de nouveau au gouvernement du Canada pour en obtenir des fonds ou des garanties pour des emprunts; car on lui prête l'intention de recourir de nouveau à la caisse fédérale et, à en juger par le ton de la presse qui chante d'ordinaire, par conviction ou par nécessité, les louanges du Pacifique Canadien, cette rumeur ne serait pas sans fondements sérieux."

Ce va peut-être, ce on lui prête l'intention et ce rumeur constituent tout l'échafaudage des raisons d'où découle l'attaque du *Moniteur du Commerce*, et c'est à dessein que nous les soulignons.

Nous n'avons pas mission de défendre le Pacifique Canadien qui ne se portera pas plus mal de la guerre que semble lui déclarer le confrère.

Nous nous plaçons à un tout autre point de vue et nous trouvons qu'au moment même où le Canada a besoin de calme, de confiance en l'avenir de son commerce, de ses industries et de ses institutions, il est dangereux et coupable de tenter de jeter le discrédit et la suspicion sur une

institution des plus prospère que nous ayons au Canada.

Dans son dernier exercice, et d'après les chiffres même publics dans le *Moniteur du Commerce*, le Pacifique Canadien a fait un profit net de \$7,951,278.92, payant un dividende annuel de 5 0/10 à ses actionnaires et un bonus de 1 p. c.

Et ce, malgré la dépression qui s'est produite dans le commerce de transit, dépression provoquée par la crise intense qui sévit chez nos voisins depuis au-delà d'un an.

Ces résultats sont tels qu'ils montrent avec quel soin et avec quel talent le Pacifique Canadien est administré, dirigé.

Si les critiques de notre confrère devaient avoir un résultat, ce serait de semer dans le monde des affaires des doutes sur la solidité de l'institution dont il parle, mais le monde des affaires sait à quoi s'en tenir.

Il n'en reste pas moins la tentative de nuire et nous en avons la preuve dans les lignes suivantes :

"Nous ne nous expliquons pas bien comment le Pacifique Canadien a pu réaliser, en 1893, \$7,741,416 de bénéfices nets, avec les dépenses que lui occasionnent toute cette partie improductive de sa ligne qui part de Sudbury et va jusqu'au versant occidental des Montagnes Rocheuses."

Semer le doute purement et gratuitement sur le bilan d'une institution commerciale quelle qu'elle soit, sans apporter le moindre chiffre, le moindre fait, le moindre éclaircissement qui puisse justifier ce doute est un rôle indigne d'un journal commercial qui se respecte.

Notre confrère a-t-il mesuré l'étendue du mal qu'il pouvait causer si son article intitulé "LE PACIFIQUE CANADIEN" pouvait être pris au sérieux ?

Heureusement, le public qui lit et qui pense n'a rien vu dans l'article du confrère qu'un accès de mauvaise humeur contre une de nos grandes institutions, qu'un bavardage qui ne repose sur aucun fondement, que l'œuvre d'une imagination mal équilibrée, œuvre et qui ne fera pas tort d'un centin à la Cie du Pacifique.

Notre confrère ignore-t-il que les intérêts des compagnies de chemins de fer, si considérables en ce pays, sont intimement liés aux intérêts du pays lui-même ?

Ne s'est-il pas aperçu que les deux grandes corporations qui se partagent presque en entier nos voies ferrées sont une source de richesse, de débouchés et de mouvement en avant pour notre pays, et que le Canada, d'un océan à l'autre, souffrirait dans ses capitaux, dans